



Rencontre AACCC Club Épargne 10 et 15 décembre 2020

Vidéoconférence



Situation économique en début d'année avant la pandémie



Zone Euro Croissance faible

- Faible croissance en 2019 du PIB de la Zone Euro 0,9% et prévision de 1,2% en 2020 et 2021
- Relance budgétaire des États très limitée
- Des États (Allemagne, Pays-Bas...) disposent de marges de manœuvre
- La BCE appelle à une relance budgétaire



France Economie au ralenti

- Au 4^e trimestre 2019, le PIB a baissé de 0,1% et croissance de 1,2% sur l'année.
- L'industrie ralentit suite aux grèves de décembre.
- La consommation des ménages a bien résisté.
- Création de 263 000 emplois sur l'année.
- Gains significatifs de pouvoir d'achat pour les ménages et taux d'épargne en progression.



Conséquences économiques de la crise épidémique



France

Plongeon historique de l'économie

- Au 2^{ème} trim. plus fort recul du PIB en temps de paix -13,8% après -5,3% au 1^{er} trim.
- Consommation des ménages
-11% au 2^{ème} trim. et -5,8% au 1^{er} trim.
et pendant le confinement -35% sur la normale.
- Baisse des exportations de 25,5% au 2^{ème} trim.
- Épargne accumulée par les ménages à la période de l'été 75 milliards.



France

Plongeon historique de l'économie (suite)

- 715 000 emplois perdus (INSEE) au 1^{er} semestre
- En avril le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) s'est accru de 843 000 sur mars (Pôle emploi).
- Baisse des investissements des entreprises - 16% au 2^{ème} trim.



EUROPE

Une récession profonde

- Baisse du PIB de l'UE de 11,9% au 2^{ème} trim. -3,2% au 1^{er} trim.
- Des baisses importantes dans tous les pays au 2^{ème} trim. : Allemagne -10,2%, Autriche -10,7%, Italie -12,4%, Espagne -18,5%
- Pays du Sud plus touchés car leurs économies sont dépendantes du tourisme.
- Pays du Nord moins touchés, meilleures situations des finances publiques.



Plans et mesures pour soutenir et relancer les économies. Une pluie de milliards d'€



France

Plan de soutien de 100 milliards d'€ (avril)

- 27,5 M€ de dépenses dont 20 M€ de chômage partiel, 6 M€ de fonds de solidarité pour les PME, les indépendants, 1,5 M€ pour les arrêts pour garde -enfants, personnes dépendantes.
- 48,5 M€ de report de charges fiscales et sociales, de remboursements anticipés de crédit d'impôt.
- 20 M€ de soutien aux grandes entreprises.



France

Plan de soutien 300 milliards d'€ de garantie de prêts aux entreprises (avril)

- L'État apporte sa garantie des prêts aux entreprises auprès des banques à hauteur de 300 M€.
- En octobre Bercy a annoncé l'allongement du dispositif jusqu'au 30 juin 2021.
- En octobre le montant des PGE accordés s'élevait à 122 M€. La France en tête des pays européens ayant adopté ce dispositif.



Union Européenne

Plan de soutien à plus de 500 milliards d'€
en 3 volets (avril)

- Enveloppe de prêts BEI (200 M€) aux entreprises.
- Aide aux Etats pour financement du chômage.
- Utilisation du MES jusqu'à 240 M€ pour couvrir les dépenses de santé et de prévention Covid.
- Suspension des règles du Pacte de stabilité



Banque Centrale Européenne Programme d'achat de dettes et LTTR0

- En plusieurs étapes le programme d'achat de dettes pour 2020 s'élève à 1600 M€
- Suppression de l'obligation d'intervenir équitablement entre les pays de la zone euro
- Diminution des taux des pays endettés
- Liquidités données aux banques à -1% pour augmenter les prêts aux entreprises et ménages



Union Européenne

Plan de relance de 750 M€ adopté en juillet

- Plan ambitieux à caractère fédéral avec constitution d'une dette commune et levée d'impôts
- Objectif de réduction des écarts de croissance
- Un volet de 360 M€ de prêts remboursables
- Un volet de 390 M€ de subventions pour favoriser la transition écologique et la révolution numérique



FRANCE

Plan de relance de 100 M€ adopté en septembre

- Objectifs : accélérer l'investissements dans les secteurs de l'innovation, la transition écologique, réduire les impôts des entreprises
- Ce plan se déroulera sur 2 ans $\frac{1}{2}$
 - 30 M€ pour la transition écologique
 - 36 M€ pour la cohésion sociale et territoriale
 - 34 M€ pour la compétitivité des entreprises



France

Plan de relance de 100 M€ adopté en septembre (suite)

- Ce plan représente 4 points de PIB sur 2 ans
- Impact de 1 point sur la PIB à horizon 10 ans
- Création attendue de 160 000 emplois en 2021
- Exécution du plan à hauteur de 1/3 en 2021
- Financement par la dette et subventions de l'UE pour environ 40 M€



Projet de loi de finances 2021

Loi de finances 2021

	2017	2018	2019	2020	2021
Croissance (% PIB)	2,3	1,8	1,5	-10,0	8,0
Déficit public (% PIB)	2,8	2,5	3,0	10,2	6,7
Taux prélèvements obligatoires (% PIB)	45,1	44,8	43,8	44,5	43,5
Taux dépenses publiques (% PIB)	55,1	54,0	53,7	62,5	58,3
Dette publique (% PIB)	98,3	98,1	98,1	117,5	116,2
Inflation (%) hors tabac	1,0	1,6	0,9	0,2	0,6

Loi de finances 2021 Solde général du budget de l'État

En Md €	2018	2019	PLF 2020	Révisé 2020	PLF 2021
Dépenses nettes	386,2	392,2	400,4	450,2	448,8
Recettes nettes	309,3	295,3	307,4	263,1	296,1
Comptes spéciaux	+0,9	+4,3	-0,1	-8,1	-0,1
Solde général	-76,0	-92,7	-93,1	-195,2	-152,8



Loi de finances 2021 éléments importants

- Le projet de loi de finances a été établi avant l'annonce du 2^{ème} confinement, d'où incertitude sur les niveaux du PIB en 2020 et 2021
- Le budget inclut 22 M€ de crédits relevant du plan de relance et 10 M€ de baisse d'impôt de production pour les entreprises
- Baisse de 45 M€ d'impôts de 2018 à 2020, 22 M€ pour les ménages, 23 M€ pour les entreprises



Loi de finances 2021 éléments importants

- Suppression pour 20% des ménages les plus aisés de 1/3 de la taxe d'habitation 2,4 M€
- Stabilité des effectifs de la fonction publique -157 etp
- Haut niveau du déficit public et de la dette
- Baisse du taux des prélèvements obligatoires



Loi de finances 2021

Déficit très important des comptes de la Sécurité Sociale

- Déficit de 44,4 M€ attendu en 2020 pour une prévision initiale de 5,4 M€. Déficit 2021: 27,1 M€
- Précédent record de déficit 28 M€ en 2010
- Branche maladie: 15 M€ de dépenses exceptionnelles Covid-19
- Recettes en baisse en relation avec chute de la masse salariale
- Ségur de la santé



Éléments de réflexion



Domaine financier

- Monétisation de la dette via l'intervention des banques centrales. Conséquence les taux restent bas
- Pas d'inflation suite à la forte création monétaire mais risque de bulle immobilière et de montée des cours boursiers
- Y a-t-il en zone euro des risques de déflation comme cela s'est produit au Japon



Domaine financier (suite)

- Pour restaurer des marges de manœuvre des économistes plaident pour une annulation des dettes détenues par la BCE.
- L'augmentation de la taille des capitaux internationaux circulants déstabilisent les pays émergents.



Domaine économique

- Pour des économistes la stagnation séculaire explique le contexte de taux bas.
- La transition des sociétés industrielles vers des sociétés post-industrielles s'est faite sans inflation.
- Une économie tournée vers les services ne génère pas de gains productivité et de croissance.
- Source d'espoir dans la société numérique.



L'épargne accumulée pendant la crise

- Les 20% des ménages les plus aisés ont thésaurisé 70% de l'augmentation de l'épargne accumulée entre mars et août.
- A l'inverse les 20 % les plus modestes se sont endettés.
- Grâce au chômage partiel les pouvoirs publics ont préservé les revenus.
- Une relance de la consommation peut se faire par des aides accrues aux ménages modestes.



Ouverture de la discussion